
NICARAGUA

La justice est menacée

Index AI : AMR 43/002/02

« *Les magistrats nicaraguayens doivent bénéficier de conditions leur permettant de travailler en toute indépendance et sans craindre pour leur sécurité* » a déclaré ce vendredi 4 octobre 2002 Amnesty International dans une lettre adressée au président de la République du Nicaragua, Enrique Bolaños.

L'organisation de défense des droits humains a fait part au président de sa vive préoccupation au sujet des menaces reçues récemment par la juge Juana Méndez, qui est chargée des poursuites engagées contre l'ancien président Arnoldo Alemán et d'autres personnes pour fraude, blanchiment d'argent, détournement de fonds et association de malfaiteurs contre l'État.

« *Les mesures prises par les autorités pour assurer la sécurité et l'intégrité physique de la juge Méndez et de sa famille constituent un point positif mais elles sont insuffisantes*, a ajouté Amnesty International. *Les menaces que la juge a reçues doivent impérativement faire l'objet d'une enquête impartiale et exhaustive, et les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements doivent être déférées à la justice* »,.

« *Toute menace ou manœuvre de harcèlement à l'encontre des magistrats met en péril l'indépendance du système judiciaire et affaiblit l'État de droit ; ces agissements ne peuvent ni ne doivent par conséquent être tolérés* », a conclu l'organisation ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site web : <http://www.amnesty.org>